

Un train de mesures soigneusement équilibré

Dans une économie de marché, toute entreprise en échec est censée périr. On oublie souvent que le processus de «destruction créatrice» cher à Joseph Schumpeter implique aussi bien la création de nouvelles sociétés que la disparition d'entreprises, branches ou structures inadaptées. À cet égard, le Credit Suisse s'est toujours prononcé en faveur d'une solution permettant aux banques d'importance systémique d'être liquidée de manière ordonnée, sans recours aux contribuables. Durant ses plus de 150 ans d'existence, le Credit Suisse n'a jamais eu besoin de l'aide de l'État et ne devrait pas non plus en avoir besoin à l'avenir.

Le train de mesures proposé par la commission d'experts renforce la stabilité du système dans son ensemble et résout le problème de la garantie étatique implicite sans porter excessivement atteinte à la compétitivité des grandes banques suisses et à notre place financière. Ces mesures accroissent la capacité des banques à absorber les pertes et ont donc un effet préventif. Elles permettent également, en cas de crise, d'assurer les activités systémiques telles que le trafic des paiements, les crédits et les dépôts même si une faillite de la banque est imminente ou inévitable. Ces recommandations, obtenues de haute lutte et bénéficiant du soutien de nombreuses instances (autorités de surveillance, administration, milieux scientifiques et économiques), constituent un ensemble intégré de mesures judicieusement équilibrées et cohérentes.

Les grandes banques ont fourni des efforts massifs

Ces mesures requièrent des grandes banques qu'elles renforcent massivement leur assise financière ces prochaines années et qu'elles améliorent leur structure. Elles passent nécessairement par une discipline très stricte dans la gestion des risques; les nouvelles exigences en matière de capitaux propres augmenteront aussi la pression sur les coûts et les marges des grandes banques. Le Credit Suisse s'est préparé depuis quelque temps à cette évolution du droit de la surveillance, notamment en mettant en œuvre de manière ciblée une stratégie commerciale orientée vers la clientèle et efficiente en termes de capital. Nous sommes donc confiants: nous pourrions remplir les nouvelles exigences particulièrement strictes en renforçant notre

capital par les bénéfices que nous réalisons, sans revoir fondamentalement nos plans de croissance ou notre politique de dividendes.

Impliquer les autres parties prenantes

La balle est désormais dans le camp des grandes banques suisses d'importance systémique. D'autres acteurs devront, toutefois, participer à la réussite de l'entreprise: nous voulons parler des régulateurs helvétiques, qui doivent s'engager en faveur de réglementations sévères similaires sur le plan international afin non seulement d'éviter des distorsions de concurrence pour la place financière suisse, mais aussi de renforcer le système financier mondial en tant que tel. Il conviendra de veiller à ce que la fixation des délais et des règles dans notre pays se fasse de façon concertée avec les autres États pour éviter les arbitrages. Le Parlement, le gouvernement et l'administration se trouvent au défi, dans un contexte difficile, d'appliquer les recommandations de la commission afin de renforcer la stabilité du système financier et de garantir la poursuite de la croissance économique. Il est, certes, exact que les banques sont trop importantes pour notre pays pour qu'on les laisse exercer leur activité dans un cadre réglementaire insuffisant. Il est tout aussi vrai que le succès et la croissance d'entreprises aussi déterminantes pour notre économie ne doivent pas être menacés par des dispositions inadéquates ou même inadaptées.

Un consensus ouvert sur l'avenir

Au cours des travaux de la commission d'experts, le Credit Suisse a fait profiter toutes les parties prenantes de son savoir-faire et a participé de manière constructive à l'élaboration du paquet de mesures, dans le but de trouver une solution au problème des établissements «too big to fail». Malgré la dureté des débats et des propositions, le résultat constitue pour nous aussi un consensus certes douloureux sur bien des aspects, mais en fin de compte important pour la stabilité de notre économie et orienté vers l'avenir. ■



Urs Rohner
Vice-président du conseil
d'administration,
Credit Suisse Group,
Zurich